dial DIFFUSION DE L'INFORMATION SUR L'AMÉRIQUE LATINE

Hebdomadaire - n°298 - 15 avril 1976 - 4 F

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 298 CHILI: L'IDEOLOGIE DE LA SECURITE NATIONALE

Le texte ci-dessous est essentiel à la compréhension du phénomène de la militarisation du pouvoir en Amérique latine de 1964 (coup d'Etat au Brésil) à 1976 (coup d'Etat en Argentine) en passant par 1973 (coup d'Etat au Chili).

Rédigée au Chili en décembre 1975 et publiée récemment, cette analyse est, pour des raisons évidentes, anonyme. Elle veut être la vulgarisation des thèses politiques des régimes actuels sur le sous-continent américain. Elle éclaire un certain nombre de phénomènes qui autrement seraient difficilement compréhensibles: c'est le cas, par exemple, de la conception de l'Etat national, de la lutte contre le marxisme, de la non participation populaire au pouvoir, du rôle de l'économie dans la nation, ou des relations de l'Eglise et de l'Etat.

Une étude similaire avait été élaborée au Brésil en 1968. A l'époque, elle avait déclenché une vive polémique dans l'opinion publique.

Au Chili, ce texte n'a pas semblable retentissement, en raison de la censure. Il n'en reste pas moins une contribution irremplaçable à l'analyse de la philosophie politique maintenant en vigueur dans tout le cône sud de l'Amérique latine.

(Note DIAL)

LES CONCEPTS DE BASE DE L'IDEOLOGIE DE LA SECURITE NATIONALE

Après la Deuxième guerre mondiale, une nouvelle conception de l'Etat fit son apparition. Cette conception était le fruit d'une idéologie nouvelle: l'idéologie de la sécurité nationale, qui est le fondement de cet Etat.

Un pas décisif en ce sens fut franchi aux Etats-Unis. Par le "National Security Act" de 1947, deux institutions nouvelles étaient créées: le Conseil national de sécurité (National Security Council) et la CIA (Central Intelligence Agency). Ces institutions allaient changer la structure traditionnelle de l'Etat en Amérique du nord, et modifier radicalement l'équilibre des pouvoirs qui avait été défini et établi par la Constitution. En effet, le Conseil national de sécurité et la CIA sont situés au-dessus des pouvoirs traditionnels et passent par-dessus eux: en politique intérieure, le Congrès nord-américain et la Cour suprême parviennent à conserver une partie de leurs prérogatives constitutionnelles; mais la Défense et la politique étrangère dépendent presqu'exclusivement de la CIA et du Conseil national de sécurité. C'est ce que montrent les événements et les enquêtes concernant la guerre d'In-

dochine, le cas du Watergate et tous les faits reliés à la CIA et qui font aujourd'hui l'objet d'enquêtes de la part du Congrès.

Or, cette nouvelle conception de l'Etat, ainsi que la nouvelle idéologie qui la sous-tend et la légitime, se sont progressivement répandues et fixées dans de nombreux pays latino-américains. Fait significatif, cela s'est produit en Amérique latine avec plus de succès qu'aux Etats-Unis, et de façon plus radicale: les Forces armées du Brésil prennent le pouvoir en 1964, mais cette prise du pouvoir n'a plus la signification traditionnelle d'après laquelle des militaires se contentent d'assumer des fonctions de direction dans un Etat traditionnel.

Le cas du Brésil marque l'apparition d'un autre type d'Etat, fondé sur une idéologie qui rompt délibérément avec la théorie politique du monde occidental telle qu'elle existait depuis Montesquieu; d'une façon générale, elle rompt également avec la notion d'Etat qui avait prévalu en Amérique latine au moment de l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne. Le changement actuel, au Brésil d'abord, puis dans d'autres pays d'Amérique latine est plus décisif et plus significatif que celui de l'indépendance.

Les pouvoirs traditionnels ont été neutralisés. Au Brésil, le pouvoir législatif s'est trouvé réduit à un rôle décoratif; le pouvoir judiciaire est limité à des cas sans importance, car dans les situations réellement graves, ce sont les organes de sécurité nationale qui jugent et sanctionnent. Deux pouvoirs nouveaux se sont mis en place comme organes suprêmes de l'Etat, tandis que le pouvoir exécutif traditionnel - celui qui s'intitule "gouvernement" - est réduit à la seule gestion d'une politique définie par le pouvoir suprême. Le pouvoir suprême appartient au Conseil national de sécurité; ses membres sont les cerveaux du système militaire; il porte des noms différents selon les pays; c'est lui qui désigne le président de la République et définit la politique dont il assure le contrôle. A ses côtés se trouve un Service de renseignements (CIA, SNI, DINA, etc.): il a pouvoir illimité de contrôle et d'intervention dans tous les organes de l'Etat, dans toutes les institutions privées et dans la vie de tous les citoyens; c'est un pouvoir qui n'est contrôlé par aucun autre pouvoir qui lui serait supérieur, si ce n'est le Conseil national de sécurité dont il est l'instrument privilégié.

Une telle structure d'Etat est totalement étrangère à la structure dite républicaine ou démocratique. Il s'agit d'un pouvoir politique différent de celui imaginé par ceux qui ont obtenu l'indépendance des pays d'Amérique latine au siècle dernier; il est également - et cela est important - différent de celui des régimes militaires d'autrefois, qui ne prétendaient être et souvent ne furent que des régimes de transition, lors de périodes critiques dans l'histoire de la démocratie de certains pays. Il s'agit d'un pouvoir politique qui correspond à une idéologie et répond à une situation, non point d'urgence ou passagère, mais définitive, stable et avec un support doctrinal clair.

Cette nouvelle structure de l'Etat s'est installée au Brésil en 1964, en Argentine en 1966 (sans parvenir à s'affirmer) (1), puis plus tard

(1) La situation vient de changer radicalement avec le coup d'Etat du 23 mars 1976 (N.d.T.)

en Uruguay, en Bolivie, au Pérou, en Equateur (2) et, finalement, au Chili en 1973. Le cas du Chili n'est pas différent de celui des autres pays; il n'est que la répétition d'un schéma parfaitement défini. La nouvelle conception de l'Etat, avec l'idéologie qui la sous-tend, correspond à une idée très claire. On la trouve en Amérique latine lors de la fondation, en 1949, de l'Ecole supérieure de guerre du Brésil; c'est ainsi que les généraux brésiliens fondateurs l'ont parfaitement présente à l'esprit quand ils déclarent ouvertement qu'ils l'ont découverte au contact des Etats-majors nord-américains pendant et après la Deuxième guerre mondiale. Il a suffi de quinze ans pour que les officiers de ce pays, formés à l'idéologie nouvelle et au nouveau concept d'Etat, puissent mettre en pratique leurs projets. Depuis, le même schéma se diffuse sur l'ensemble du continent, avec le soutien absolu des Forces armées des Etats-Unis et le Service de renseignements (CIA), ainsi qu'avec la complaisance du Pouvoir exécutif et la passivité du Congrès nord-américai

I- L'IDEOLOGIE

Voyons en quoi consiste cette idéologie du nouveau concept d'Etat. Elle s'appuie sur trois thèmes fondamentaux: la géopolitique, la stratégie totale et le rôle privilégié des Forces armées.

1- La géopolitique

La géopolitique est la science que le nouvel Etat invoque comme fondement permettant de montrer qu'il repose sur des bases scientifiques. C'est la science moderne qui joue le rôle d'une philosophie; elle se présente comme une science universalisante et se veut une conception totalisante de l'homme. La géopolitique d'aujourd'hui substitue et remplace la philosophie. Le général Pinochet fut professeur en cette matière pendant plusieures années et a publié son cours.

La géopolitique plonge ses racines dans le pangermanisme du 19e siècle; elle a pour fondateur Rudolf Kjellen, suédois pangermaniste dont l'oeuvre principale a été publiée en 1916. Cette science nouvelle s'est développée au contact du nazisme et a été adoptée par les états-majors nord-américains durant la Deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, elle est matière d'enseignement de plus en plus importante dans les Ecoles militaires du monde entier, et partout avec les mêmes conséquences.

Ses principes de base sont les suivants: l'individu n'existe pas, et les peuples sont des mythes. Ce qui existe ce sont les nations; hors de la nation, l'homme n'a pas d'existence (l'individu est nation, et le peuple est nation). La nation se confond avec l'Etat. Sans l'Etat, la nation ne peut rien; mieux, l'Etat est pouvoir. D'où l'équation: individu égal nation égal Etat égal pouvoir.

L'attribut principal de l'homme est le pouvoir. Le monde n'est ni plus ni moins que le lieu d'une lutte de pouvoirs; il est un ensemble de nations qui sont des pouvoirs en concurrence et en lutte constante, car l'essence du pouvoir est la lutte et la concurrence. Par définition, les nations sont donc rivales et doivent entrer en lutte pour leur survie et leur expansion.

(2) L'Uruguay, en 1973 (avec président civil); Bolivie, en 1971; Pérou, en 1968 (perspective d'un nationalisme de gauche); Equateur, en 1972 (N.d.T.)

L'Etat est un organisme, un être qui doit se défendre, grandir et combattre. La loi première de tout Etat et de tout pouvoir est l'expansion; elle vise à l'occupation de tout son espace vital. La guerre est la condition de l'homme, aujourd'hui plus que jamais. Chaque individu est une menace, un adversaire. Toute nation vit en état de guerre.

Les individus doivent se défendre et faire entre eux des pactes, car par eux-mêmes ils ne peuvent rien faire. Il en est de même pour les nations: tous les individus et toutes les nations doivent conclure des alliances et organiser des coalitions. Le monde et la vie humaine se définissent en fonction de la catégorie fondamentale de l'"ami-ennemi". Tout individu est ou un ami ou un ennemi. Nous n'existons dans le monde que comme alliés ou comme ennemis, et les uns [illegible] sont en guerre permanente avec les autres.

Cet antagonisme fondamental de tout être humain et de toute nation se concrétise aujourd'hui et s'enracine dans un antagonisme principal et déterminant: Occident contre Communisme; l'Est contre l'Ouest. Entre les deux blocs, la guerre est continuelle et ce conflit détermine l'ensemble de l'existence des individus, qu'ils le veuillent ou non, qu'ils le sachent ou pas. L'Amérique latine est en état de guerre contre le communisme mondial. Sa place naturelle est d'être aux côtés du monde occidental et de considérer ceux du monde occidental comme ses alliés.

Face à cette donnée, tout le reste - droit, morale, principes,... - est relatif. La nation est un absolu. Ou la nation est un absolu ou elle n'est pas. La nation ne peut accepter aucune limitation de son pouvoir absolu; rien ne lui est supérieur, aucune forme ne la dépasse.

2- La stratégie totale

La stratégie est la science qui règle la conduite de la guerre. De même que la géopolitique tient lieu de philosophie, de même la stratégie est-elle la morale nouvelle.

Si nous voulons comprendre la stratégie actuelle, il nous faut savoir ce qu'est la guerre actuelle et en fonction de quoi elle existe. Or, la guerre actuelle est une guerre totale, au moins en quatre raisons:
- guerre totale, parce qu'elle mobilise tous les citoyens avec toutes leurs possibilités. Il n'y a pas de distinction entre civil et militaire; tous les citoyens sont des combattants;
- guerre totale, parce que tous les peuples et tous les pays y sont impliqués, qu'ils le veuillent ou non;
- guerre totale, parce que l'ensemble des activités humaines sont des activités de guerre, tous les actes sont des actes de lutte et tous les outils sont des armes; l'ennemi n'est pas localisé aux frontières, mais il est infiltré partout; tout peut être considéré comme infiltration de l'ennemi, et l'ennemi infiltré est bien plus dangereux; toutes les activités économiques, culturelles et autres sont des actes de guerre, des actes en faveur de la nation ou contre elle; il n'y a pas d'acte neutre. Une simple pensée peut être un acte de guerre, un acte de trahison, une aide à l'ennemi;
- guerre totale, parce qu'il n'y a plus de différence entre l'état de paix et l'état de guerre. La guerre est permanente; ce qu'on appelle la paix n'est que la continuation de la guerre sous d'autres formes; la paix est la guerre froide.

Une guerre totale - comme c'est le cas à l'heure actuelle - exige une stratégie totale. Ainsi, ce qu'auparavant on appelait "la politique" est aujourd'hui dépassé. Dans une situation comme la nôtre, la politique est un aspect de la guerre totale, un aspect de la stratégie totale. La politique doit être conduite à partir d'une stratégie totale. La stratégie totale est basée sur trois concepts fondamentaux: le Projet national, la Sécurité nationale et le Pouvoir national.

Le Projet national (ou objectifs nationaux) (3) est l'objectif qu'une nation peut raisonnablement espérer atteindre vu ses conditions géographiques et l'ensemble de ses ressources. La Sécurité nationale est l'objectif indispensable et la base de tout projet national; elle est la valeur absolue et inconditionnelle, sans restrictions ni limitations; elle est la norme ultime de toutes les activités publiques ou privées, la norme immédiate de toute activité: tous les citoyens doivent travailler pour augmenter le Pouvoir national. Toutes les activités trouvent dans ce Pouvoir leur valeur, leur légitimité, leur limite et leur stimulant.

La stratégie totale possède quatre volets:

a) La stratégie économique, dont la finalité est le développement économique. Le développement du Pouvoir national est la raison d'être et la norme du développement économique (il n'y a pas à le chercher ailleurs ni à faire appel à d'autres motifs; celui-ci est le motif suprême): le développement économique est nécessaire pour augmenter le pouvoir de belligérance de la nation et pour mieux assurer sa sécurité. C'est donc dans le Pouvoir national que le développement économique trouvera ses priorités (priorité à toutes les branches de production qui ont une valeur stratégique);

b) La stratégie politique, qui consiste à orienter et utiliser tous les organes de l'Etat - et dans la mesure du nécessaire, toutes les associations privées et les institutions en tous genres - pour les faire collaborer à la stratégie totale. La politique a pour but d'organiser la mobilisation de la nation en vue de la guerre contre le marxisme international;

c) La stratégie psycho-sociale, dont la finalité est l'utilisation des idées et autres objectifs culturels (dont le religieux) permettant d'augmenter le Pouvoir national. Toutes les idées ont une valeur stratégique, positive ou négative; la stratégie saura choisir et répandre les idées utiles, tout en empêchant la divulgation des idées dangereuses. La culture dans son ensemble est, en tous cas, une aire stratégique. (Il n'est pas nécessaire de distinguer le vrai du faux; ce qui est intéressant, c'est ce qui est utile à la stratégie ou dommageable pour elle. N'est-ce pas le propre d'un gouvernement "pragmatique" que d'épouser le machiavélisme comme norme?);

d) La stratégie militaire: les actions spécifiquement militaires ne sont pas forcément nécessaires; c'est à la stratégie totale qu'il appartient de déterminer le moment où une intervention militaire devient nécessaire, et le moment où il convient d'agir selon d'autres tactiques.

(3) Le gouvernement du général Pinochet vient de rendre public son "Objectif national du Chili"; texte intégral dans DIAL D 286 (N.d.T.)

Pour parvenir à la Sécurité nationale maximale et au Pouvoir national maximal, un certain nombre de sacrifices sont nécessaires; par exemple, des sacrifices économiques: "des canons ou du pain". Les besoins de la guerre obligent à des sacrifices économiques; les citoyens doivent comprendre que leur sécurité est une valeur supérieure à la satisfaction de leurs besoins économiques. Cependant, il ne convient pas que les sacrifices économiques soient tels que les citoyens en viennent à se désintéresser de la Sécurité nationale; il y a une limite inférieure à ne pas franchir (ne serait-ce pas se maintenir pendant un certain temps au seul niveau de la survie?). Le sacrifice, par ailleurs, des libertés individuelles: les nécessités de la sécurité peuvent parfois affecter les citoyens, mais ils devront comprendre que leur sécurité vaut bien un tel sacrifice (il est mieux de commettre des abus au bénéfice de la sécurité que de rester en-deça par scrupules). Mais il ne convient pas de restreindre les libertés individuelles au point que les citoyens aient l'impression d'être esclaves, car les esclaves ne font pas de bons soldats; il faut leur éviter cette impression.

3- Les Forces armées, agents de la stratégie

Qui peut prendre en charge la stratégie totale? Bien évidemment, les élites de la nation: la conduite de la guerre n'a jamais été confiée au peuple ou aux masses. Le rôle des élites consistera d'abord à prendre conscience de leur responsabilité vis-à-vis du Projet national, de la Sécurité nationale et du Pouvoir national, c'est-à-dire à penser et à mettre en oeuvre la stratégie. Elles auront ensuite à convaincre les masses de façon que celles-ci se soumettent à la stratégie.

Qui sont les élites? En Amérique latine, cela est très clair: seules, les Forces armées ont la possibilité d'assumer ce rôle d'élites stratégiques. Il y a à cela deux raisons fondamentales: la trahison des civils et la nécessité de la guerre.

a) La trahison des civils - Elle est démontrée doublement. En premier lieu, les civils se sont, dans la réalité, révélés des "démagogues", des "politicards", des gens incapables de maintenir "l'ordre" et de faire croître le Pouvoir national. En second lieu, les civils ont été des irresponsables et mené le pays "au bord de l'abîme"; le pays sombrait, aussi le problème était-il celui de sa survie comme nation; les civils avaient compromis la substance même de la nation. Les Forces armées se virent donc dans l'obligation de prendre le pouvoir parce que la nation était "au bord de l'abîme", en danger de mort; les civils avaient détruit l'âme de la nation. En Amérique latine, les militaires ne prennent pas le pouvoir parce qu'ils ambitionnent d'être au gouvernement jusqu'à ce qu'ils s'en fatiguent et le restituent; ils le prennent car ils se sacrifient pour reconstruire la nation jusque dans ses fondations; et pour cela il n'y a pour eux aucune limite de temps mais des objectifs à atteindre. Le rôle des Forces armées est comparable à celui des fondateurs de la nation, puisqu'il s'agit d'une véritable fondation nouvelle. Seules, les Forces armées ont ce pouvoir de "régénérer" la nation, de la recréer; elles ont un rôle à caractère messianique et métaphysique plutôt qu'un rôle de gouvernement proprement dit. Qu'est-ce qui leur confère ce pouvoir de régénération par la destruction des vices et la suppression de la corruption? C'est le fait que l'Etat et la nation sont fondamentalement une force et que, seule, la force peut refaire un pouvoir

b) La nécessité de la guerre - Le problème de fond, impossible à laisser de côté, c'est de s'engager dans la guerre totale de l'Occident contre le marxisme. Qui peut se charger de cette tâche? Il n'existe pas de civils suffisamment capables ni même intégrés au niveau continental. Alors que les Forces armées, elles, sont intégrées au plan continental panaméricain.

II- STRATEGIE TOTALE ET RELIGION

La religion est très importante dans la perspective de l'idéologie de la Sécurité nationale, car elle est un facteur indispensable dans la stratégie psycho-sociale. Pourquoi?

L'Occident dispose de trois systèmes de symboles qui lui permettent d'avoir une identité et de s'opposer au communisme: le christianisme, la démocratie et la science. Ces trois systèmes de symboles sont nécessaires, non point pour leur contenu qui importe peu, mais comme signes d'identification, et pour leur capacité à motiver le combat contre le marxisme. Les symboles ont valeur de mobilisation en vue de la guerre: en Occident, de fait, il n'y a rien qui recèle autant de capacité mobilisatrice des masses pour la guerre contre le marxisme que les signes chrétiens, non pour leur valeur intrinsèque mais en tant que signes.

Toute la culture occidentale est imprégnée de christianisme. Ce serait de la stupidité que de se défaire de ses symboles: il suffit de les vider de leur contenu et de s'en servir de façon appropriée. La foi importe peu: tout compte fait, Voltaire et Nietzsche font aussi partie du monde chrétien. Ce qui importe, c'est de cultiver systématiquement les symbdes traditionnels du christianisme.

Le problème de la foi est une affaire individuelle et de moindre importance: la fidélité aux pratiques traditionnelles est une affaire stratégique autrement importante.

Dans cette perspective, les régimes de Sécurité nationale proposent à l'Eglise une alliance étroite, car ils estiment que cette alliance est profitable aux deux parties. En effet:

1- Ils pensent qu'il y a accord fondamental dans les finalités: pour l'Eglise comme pour l'Etat, le marxisme est l'ennemi principal; c'est pourquoi une stratégie commune est avantageuse pour chacune des parties. Elles peuvent s'aider mutuellement: l'Eglise peut aider l'Etat à organiser la campagne idéologique contre le marxisme, campagne dont l'importance n'est plus à démontrer en raison du fait que les masses incultes se laissent facilement tromper par les traîtres; et l'Etat peut aider l'Eglise en assurant sa sécurité.

2- L'Eglise et l'Etat veulent créer une société nouvelle, sans corruption, libérée des vices du passé et fondée sur la terminologie chrétienne. Les nouveaux gouvernements ont besoin d'un langage traditionnel - donc chrétien - pour énoncer les objectifs à faire connaître aux masses. Si elle voit son vocabulaire utilisé par le gouvernement, l'Eglise en sortira grandie: l'Etat donne en effet l'impression aux gens qu'il

veut honorer le langage chrétien. C'est pourquoi il demande la collaboration des théologiens et des idéologues chrétiens pour rédiger les documents servant à la propagande; il veut ainsi convaincre le peuple et l'amener à la lutte (Mais que se passe-t-il avec le contenu de ce langage?).

Pour renforcer cette alliance, l'Etat nouveau multiplie les privilèges: enseignement de la religion dans les écoles publiques, censure des publications contraires à la morale chrétienne, aide matérielle aux institutions catholiques, utilisation du langage écclésiastique dans les documents officiels, participation des Forces armées et des autorités aux actes du culte, proposition à des prêtres de postes dans la fonction publique,... sans compter les faveurs matérielles discrètement proposées.

Malheureusement, il y a des chrétiens, des prêtres et même des évêques qui ne veulent pas comprendre le véritable intérêt de leur Eglise. Ils ne voient pas que la guerre les menace directement. Ils sont ou des marxistes infiltrés, ou des ingénus scrupuleux, ou des innocents utiles. Si l'Eglise n'est pas capable de rechercher son propre intérêt, de déceler les infiltrations et de s'en défendre, les Forces armées sont autorisées à l'aider et à la sauver du danger qu'elle ne veut pas voir. Il est inacceptable que l'Eglise devienne l'allié objectif du marxisme international. La stratégie psycho-sociale est trop importante, et la Sécurité nationale est le bien suprême devant lequel tout le reste doit céder le pas.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)
Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249

D 298-8/8